



INFO 2015

Préalable du SNJ Comité d'Établissement extraordinaire du 10 novembre 2015

Ce qui restera comme extraordinaire, c'est l'ordre du jour de ce comité d'établissement, c'est la surdité et la cécité de la direction.

Après des mois de débat autour de la fusion des rédactions nationales, l'ancienne équipe sous la houlette d'un chantre du management brutal n'a pas entendu le front du refus d'info 2015. Le non des journalistes, le non des élus, le non de toutes les instances de cet établissement et du CCE. Un non massif, un refus expliqué de long en large de ce projet funeste pour le pluralisme, l'autonomie, et les expressions des rédactions.

Ce n'est pas un combat des journalistes de la 3 contre la 2, ce n'est pas du misonéisme face à la rédaction numérique. Non rien de tout cela. C'est le refus du pillage, pas un plaidoyer contre le partage. C'est un front commun contre la mise sous tutelle d'une rédaction par une autre, amenant à coup sur à sa disparition. Pas forcément de ses éditions, mais bien de ce qui peut encore faire sa différence, que la direction de l'information nie jour après jour. Et personne ne devrait pouvoir s'en satisfaire.

C'est aussi un front commun contre des méthodes brutales qui imposent dans le cadre d'info 2015, une vision du dialogue social facile à résumer : cause toujours tu m'intéresses. Rien de ce que le SNJ a apporté dans ce débat n'a donné lieu à un ersatz d'esquisse d'ébauche de début d'amendement. Rien...

Un jour ce projet est éditorial, le lendemain il était économique, puis à nouveau éditorial, enfin les deux... En fait ce projet n'est rien. Rien d'autre qu'un projet structurel, fait de transversalité et de verticalité... Tout viendra d'en haut... Le choix des informations, la hiérarchie de l'information, le traitement de l'information... Des directeurs éditoriaux opérationnels dit le projet, comprenez par là des donneurs d'ordres...

Ou sont les discussions autour des chartes éditoriales des éditions ? Il était prévu de commencer par là pour étayer la nécessaire différenciation entre les éditions nationales. Mais toujours rien... Et pour cause ce faux nez de la différenciation aboutira à la complète ressemblance pour désigner celui qui sera de trop dans le paysage...

Alors cette absence de débat de fond motivée par le simple fait d'exercer le pouvoir sans partage, nous amène aujourd'hui à une nouvelle insulte. Celle d'un débat sur le déménagement qui mettra donc en musique cette machine à aigrir qu'est info 2015. Un déménagement transitoire, avant un autre transitoire, puis un troisième et ainsi de suite. Des réunions en petits groupes contournements multiples des instances avec un procédé bien connu... éloigner les salariés de leurs représentants en inquiétant sur leur avenir personnel... Imposer ce que la direction inscrit comme inéluctable et au bout du compte venir devant les élus pour nous dire vous ne pouvez quand même pas aller contre l'avis des intéressés.

Mais nous sommes tous concernés par ce projet, même dans la seule phase révélée jusque là : tous les services sont touchés, abimés par cette première phase. Fusion d'un service, départ forcé de journalistes culture vers culture box, hiérarchie commune de tous les services, déplacement de Géopolis... quelques exemples qui montrent bien qu'on ne peut pas prendre ça à la légère et laisser faire ces déménagements en oubliant ce que nous avons dénoncé auparavant.

C'est pourquoi le SNJ en cohérence ne fera pas ce cadeau à la direction d'ouvrir ce CE extraordinaire, en discutant tranquillement d'un bureau mal placé dans un coin sans fenêtre, de chaises auxquelles il faudrait rajouter des roulettes, ou évoquer les bienfaits de bureaux nomades pour bien perdre encore un peu plus son identité liée à une rédaction dans laquelle certains travaillent depuis si longtemps. Un attachement blackboulé, nié, moqué même parfois, par ceux qui ne font que passer et qui voient leur attachement au service public se terminer dans des sociétés de productions privées, ou dans des ministères...

Le SNJ donc en conscience ne participera pas à ce débat et ne reconnaît aucune justification à ce comité d'établissement extraordinaire dont l'ordre du jour est signé par le seul président de l'instance.

Nous invitons amicalement nos collègues élus et leurs représentants syndicaux à en faire de même. Nous tenterons dans les semaines qui viennent de créer les conditions nécessaires à un vrai rapport de force de tous les intéressés, pour que le funeste projet Info 2015 soit abandonné. Enfin nous interpellons la présidente de France Télévisions pour qu'enfin elle prenne la mesure du clivage qu'elle cautionne en déclarant vouloir terminer le mouvement sismique enclenché par l'équipe Pflimlin-Thuillier.

Il n'y a aucune fatalité, dans cette affaire. Arrêter Info 2015 ne serait pas un recul mais une preuve de bon sens et un symbole fort, après des mois de déni.